

Rapport d'exécution 2023 de la Caisse des Dépôts

CUEP du 12 juin 2024

Direction des finances et politique durable du Groupe
Direction des ressources humaines Groupe



**Caisse
des Dépôts**
GROUPE

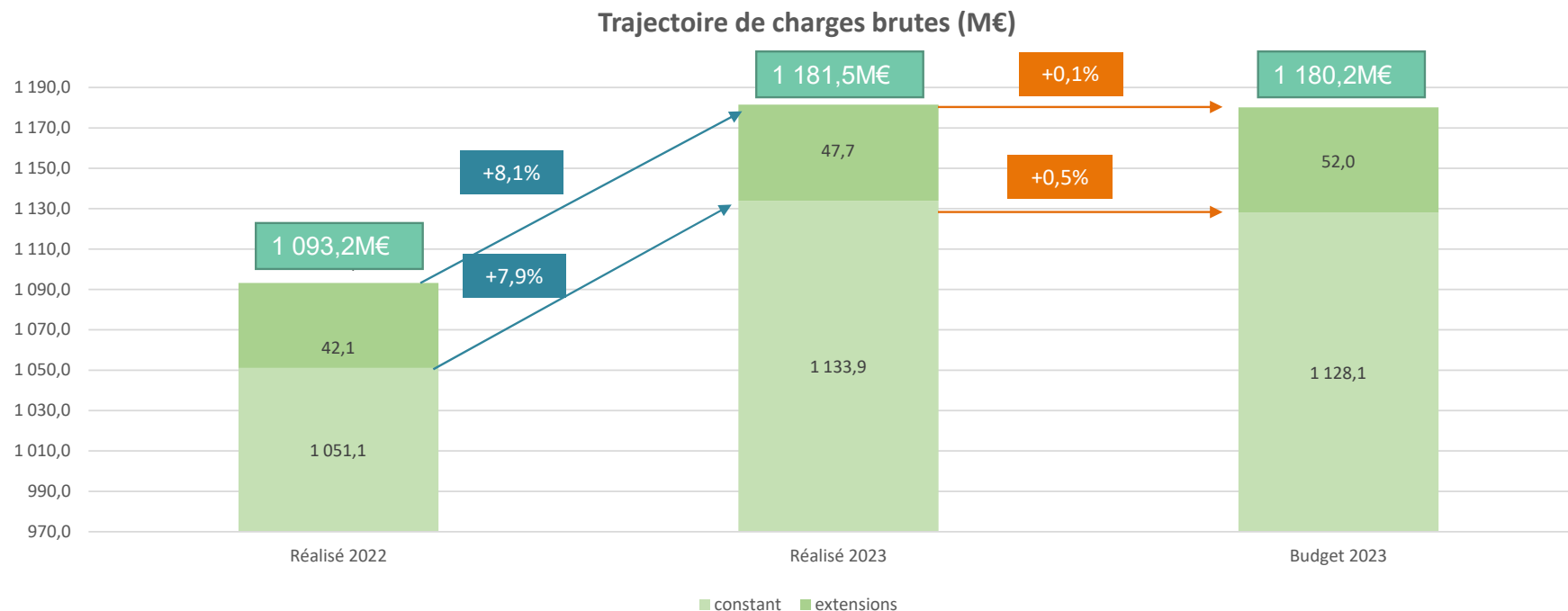
Sommaire

01	Charges brutes 2022 - 2023	03	05	Synthèse financière	16
02	Exécution 2023	05	06	Annexes	19
03	Investissements 2023	12			
04	Crédits d'intervention 2023	14			

01

Charges brutes 2022 - 2023

Les charges brutes réalisées 2023 sont en ligne avec le budget initial



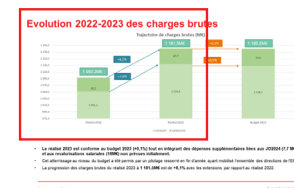
- **Les charges brutes 2023 sont conformes au budget 2023 (+0,1%).**
- Cet atterrissage au niveau du budget a été permis par un pilotage resserré en fin d'année ayant mobilisé l'ensemble des directions de l'EP.
- La progression des charges brutes du réalisé 2023 à **1 181,5M€** est de **+8,1%** avec les extensions par rapport au réalisé 2022.



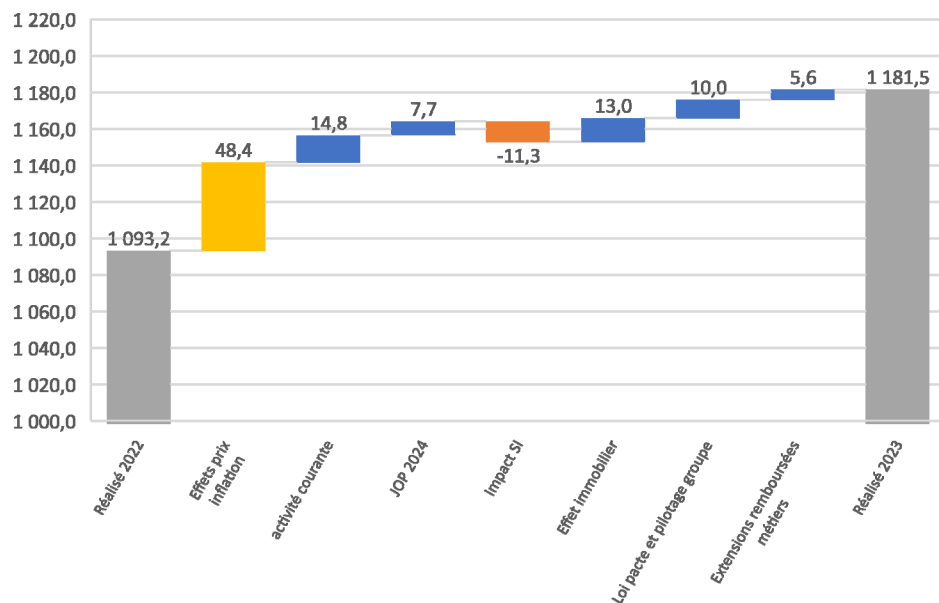
02

Exécution 2023

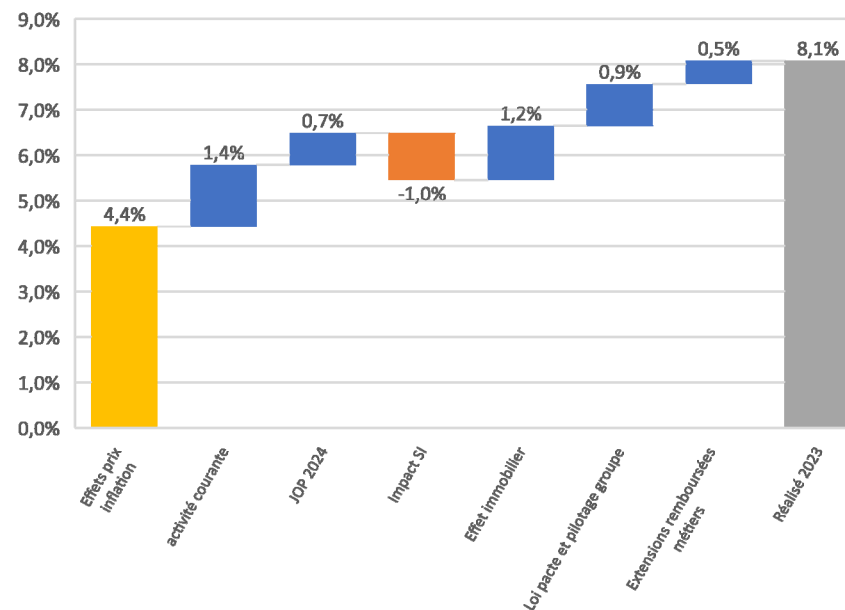
Evolution des charges brutes pour 2023



En M€



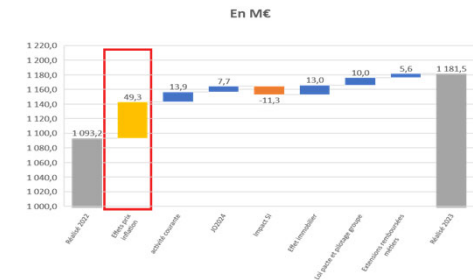
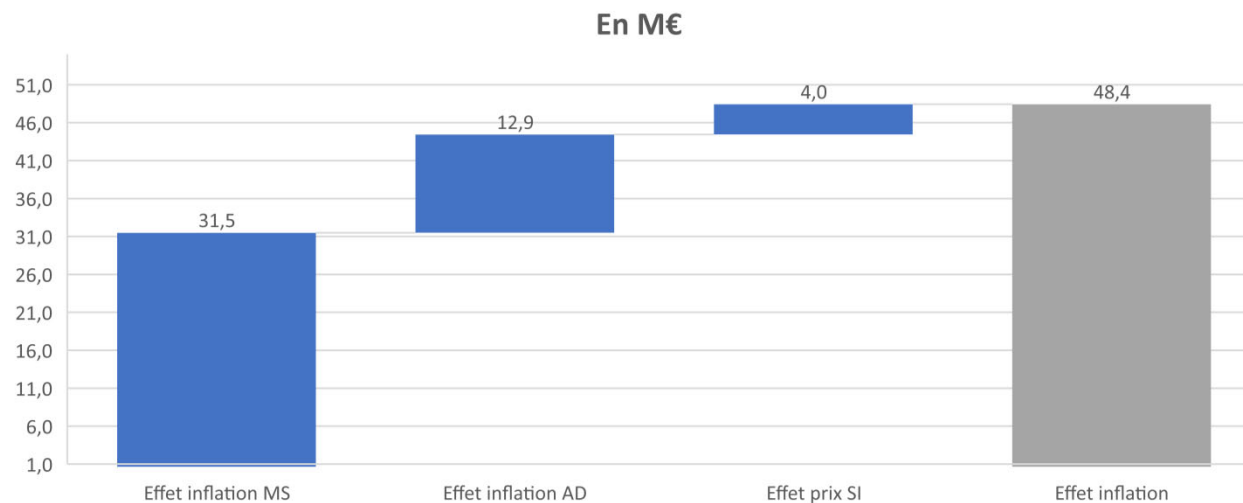
En %



Le réalisé 2023 des charges brutes est en augmentation de +8,1% (+88,4M€) :

- +48,4M€ d'effet prix / inflation, représentant plus de la moitié de la progression ;
- +14,8M€ pour l'activité courante ;
- +7,7M€ de subventions JOP 2024 ;
- -11,3M€ d'effet SI (immobilisation de la Masse salariale de la MOA de la DSI et impact j/h de CDC-I) ;
- +13,0M€ de charges immobilières (location des immeubles A1 et A2 suite à leur transfert à une SCI) ;
- +10,0M€ pour la poursuite du renforcement des moyens pour la Loi pacte et le pilotage Groupe ;
- +5,6M€ pour l'augmentation des extensions remboursées.

Effet prix / inflation

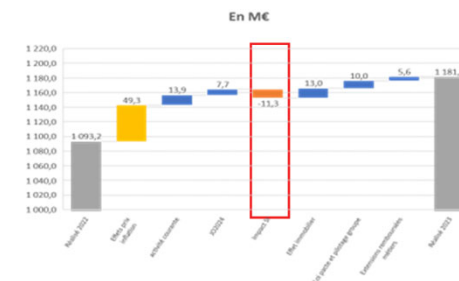
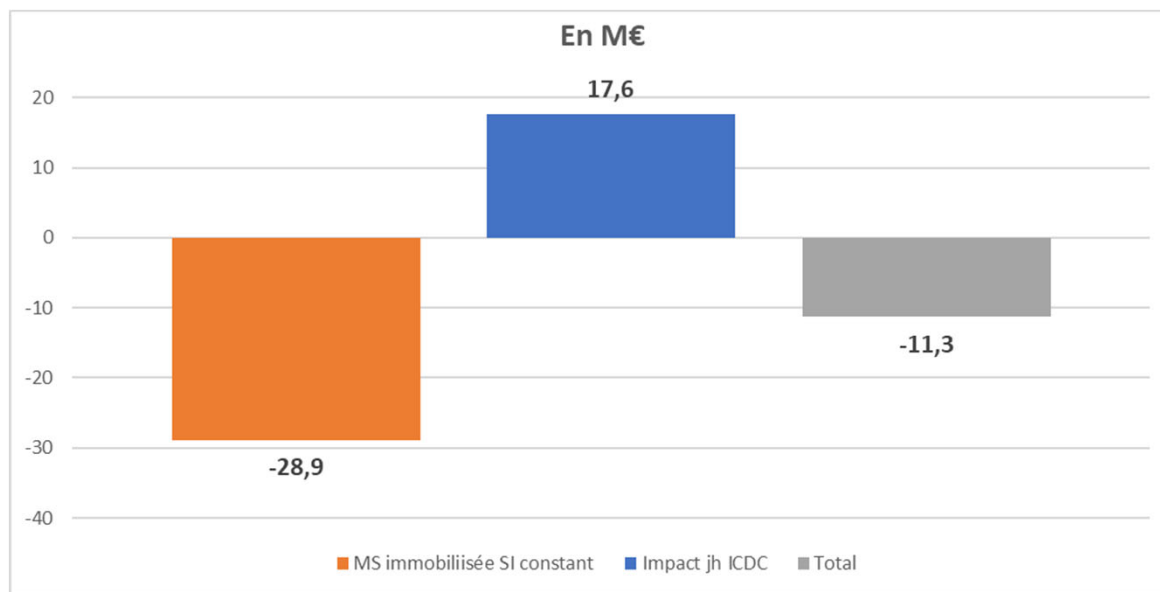


Le réalisé 2023 intègre un effet inflationniste de 48,4M€ (soit +4,4 points de progression des charges brutes) par rapport au réalisé 2022 :

- **+31,5M€** de masse salariale soit +2,9 points
- **+12,9M€** sur les autres dépenses hors SI, soit +1,2 points
- **+4,0M€** sur le SI fonctionnement soit +0,4 points

Ce montant est supérieur d'environ 5M€ au montant prévu au budget 2023 (43,5M€).

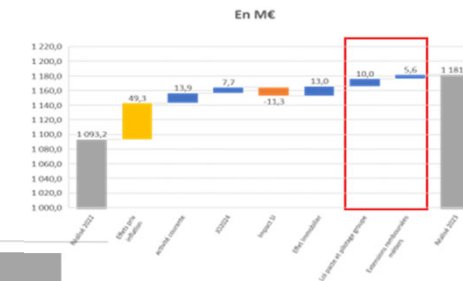
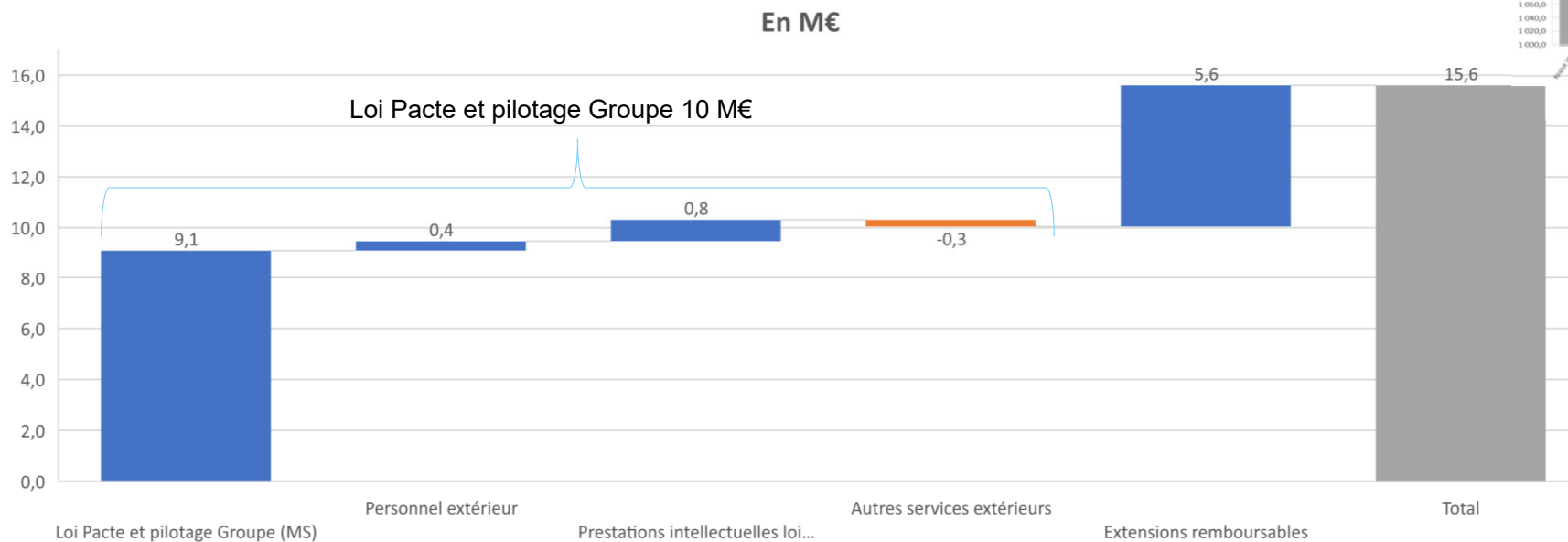
Rationalisation comptable SI 2023 : Impact de -11,3M€



Afin d'améliorer la prise de décision économique, le réalisé SI 2023 intègre deux modifications comptables visant à rationaliser les indicateurs économiques liés aux investissements informatiques. Ces modifications ont un impact net de -11,3M€ sur les charges brutes :

- **-28,9M€** correspondent à l'immobilisation de la masse salariale de la maîtrise d'ouvrage informatique attribuable aux investissements SI, imputés en investissement. Les principes comptables applicables à la CDC prévoient l'activation des charges internes de développement des logiciels. Cette activation est pratiquée par nos filiales mais ne l'était pas par l'Etablissement public. Cette immobilisation donne une image plus fidèle du coût complet des projets, mais aussi des dépenses de fonctionnement vs dépenses d'investissement.
- **+17,6M€** de fonctionnement informatique liés à la fixation du prix de facturation du j/h 2023 du GIE CDC informatique à un niveau de 750 € (vs 918 € initialement prévus). L'évolution de ce prix, en lien avec l'évolution des coûts attribuables au jour homme, se traduit par un transfert des investissements SI vers le fonctionnement SI. Ce changement, qui fait suite aux travaux menés sur le modèle de coûts permet une meilleure évaluation du coût des projets et des charges de fonctionnement informatique, tant pour les activités refacturables que pour la prise de décision économique sur le lancement des projets informatiques.

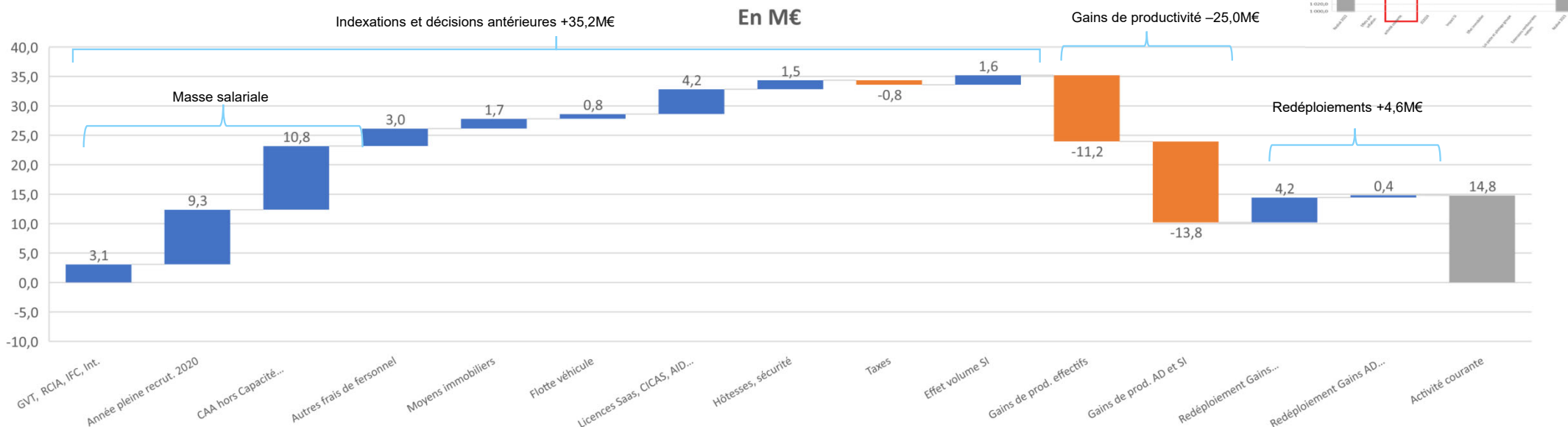
Loi Pacte et Pilotage Groupe et Extensions d'activités remboursables



Le réalisé 2023 est en hausse de +15,6M€ par rapport au réalisé 2022 et s'explique principalement par :

- **+10M€** en lien avec la mise en œuvre de la Loi Pacte dont +9,1M€ concernent l'effet des recrutements pour renforcer les fonctions de contrôle, de conformité, de gestion des risques et de pilotage des filiales ; +0,4 M€ concernent une augmentation d'intérimaires pour accompagner la montée en charge des ressources ; +0,8M€ concernent une augmentation des besoins d'appui externe ; -0,3M€ concernent les variations du contrôle permanent de CDC Informatique et des abonnements Saas.
- **+5,6M€ pour les extensions**, dont +3,7M€ concernent l'effet des recrutements prévus pour renforcer les mandats remboursables : PIA, conseillers du numérique, Mon compte formation, plateforme handicap, modernisation des systèmes de retraites publiques (dont coopération avec le SRE), +1,6M€ pour le SI et +0,3M€ pour les autres dépenses.

Activité courante et gains de productivité 2023

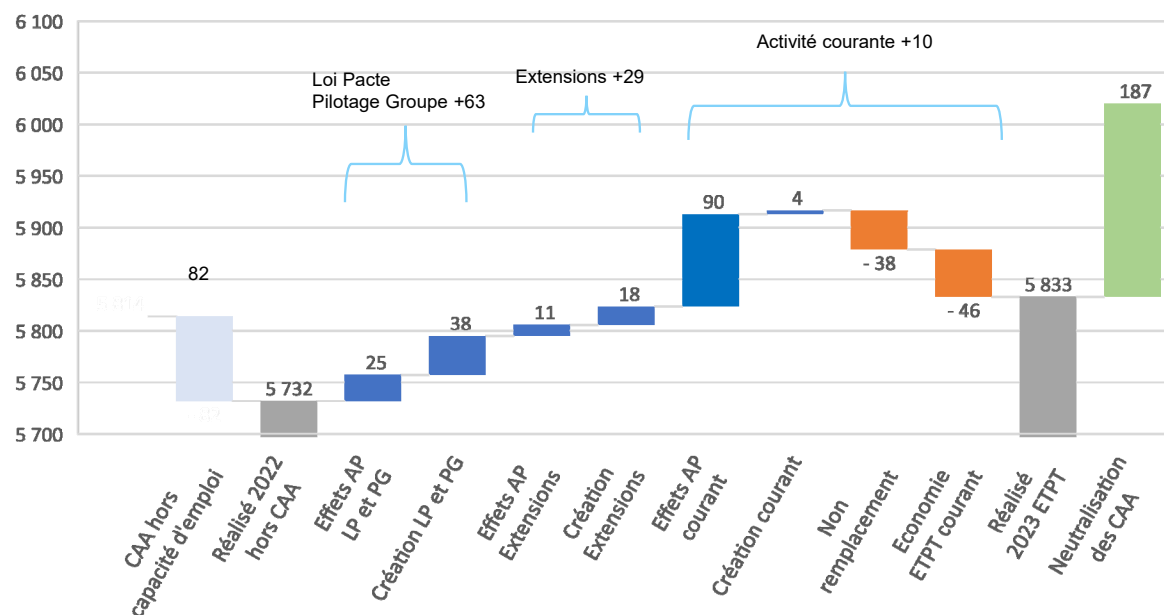


Les gains de productivité de l'année compensent 60 % des effets des indexations et des décisions antérieures (35,2M€) :

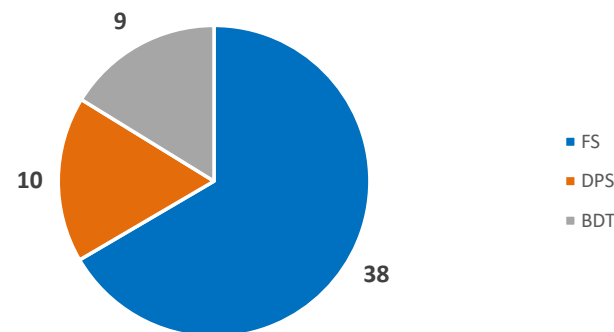
- La hausse du Glissement Vieillesse Technicité (GVT), des Indemnités de fin de Carrière (IFC) ; l'effet année pleine des recrutements 2022 sur 2023 et la hausse des CAA ; Pour l'informatique, les augmentations de périmètre et les ajouts de fonctionnalités au SI existant et les abonnements Saas ;
- La subvention liée à la complémentaire santé, la hausse des frais d'apprentissage pour la formation ;
- Les moyens immobiliers (aménagements) ;
- Le coût du verdissement du parc de véhicules ;
- Les effets volumes liées aux CICAS, à l'Aide Individuelle Dédiée (AID) & kiosque, à la sécurité, les écarts sur les charges à payer (CAP) et les taxes (foncières et C3S).

Les gains de productivité sont évalués à **-11,2M€ sur la masse salariale** et **-13,8M€ pour les autres dépenses et le fonctionnement SI**. Ils sont en partie **redéployés** pour un total de **+4,6M€** dont **+4,2M€** sur la masse salariale.

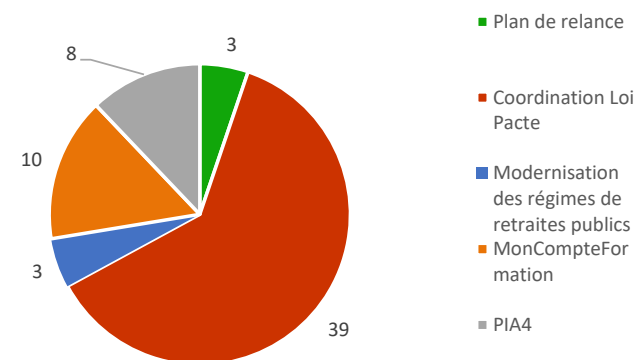
Hausse de 101 permanents en équivalent temps plein travaillés



Allocation par direction des besoins nouveaux pour 2023 (en ETPT)



Allocation par activité des besoins nouveaux 2023 (en ETPT)

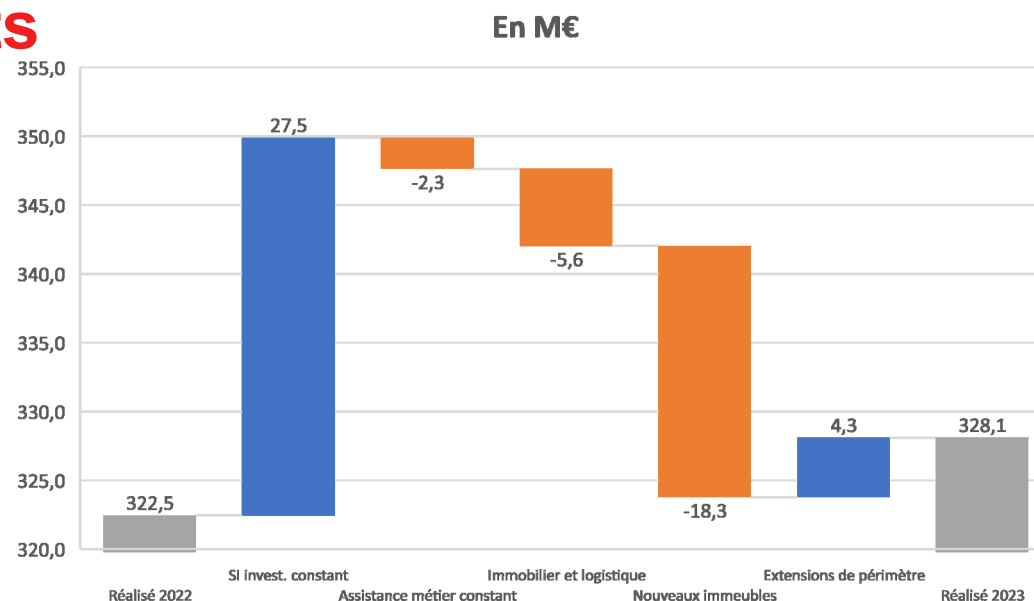
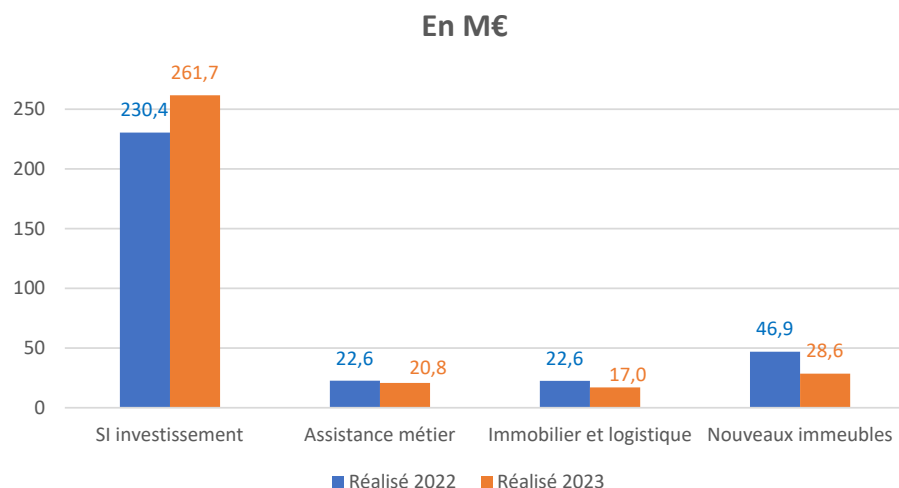


- Les collaborateurs en cessation anticipé d'activité font l'objet d'un retraitement afin que la consommation d'emplois reflète le travail effectif réalisé. Sans ce retraitement la hausse des ETPT aurait été de +206.
- Le réalisé est en hausse par rapport à l'année 2022 (+101). L'année 2022 avait été marquée par le succès des dispositifs « Cessation anticipée d'activité » et « Rupture conventionnelle collective » qui avaient entraîné un nombre de départs plus élevé qu'anticipé et donc un déficit de ressources en partie comblé en 2023.
- Cette évolution se décompose comme suit :
 - Les besoins sur la loi Pacte et le pilotage du Groupe sont en hausse de +63 ETPT (dont 25 d'effet année pleine de 2022 et 38 ETPT en création sur 2023) ;
 - Les besoins sur les extensions remboursables sont en hausse de +29 ETPT (dont 11 d'effet année pleine 2022 et 18 ETPT en abondement sur 2023) ;
 - Les besoins sur l'activité courante augmentent de +10 ETPT dont 90 ETPT d'effet année pleine, compensés à 90% par des économies.

03

Investissements 2023

Evolution des investissements



Une hausse des investissements de +5,7M€ dont +31,2M€ pour les systèmes informatiques compensée par des baisses de -23,9M€ pour l'immobilier et la logistique (dont -18,3 M€ pour les nouveaux projets immobiliers) et -1,7M€ en assistance métier :

- **Les investissements informatiques** sont en hausse à la suite de l'immobilisation de la masse salariale de la DSI (+33,1M€) principalement portée par DPS, la BDT et GDA. En parallèle, une baisse des dépenses externes SI d'investissements de 1,9 M€ est constatée majoritairement sur les domaines de la BdT & Moyens de Paiements et DPS.
- **L'assistance métier**, qui couvre l'accompagnement métier des projets, est en légère diminution avec la baisse des dépenses SIGMA et FIDELIO ainsi que celles induites par le projet modèle de coûts.
- **Les investissements immobiliers et logistiques** sur le patrimoine existant sont en baisse. Le budget prévoyait davantage d'aménagements de bureaux mutualisés et un déploiement plus rapide des bornes de recharge des véhicules électriques que ce qui a été finalement réalisé .
- **Les dépenses liées aux nouveaux immeubles** sont en baisse en lien avec le calendrier des projets.

Les dépenses d'investissements réalisées (328,1M€) ont été financées dans l'enveloppe budgétaire prévue (338,8M€).

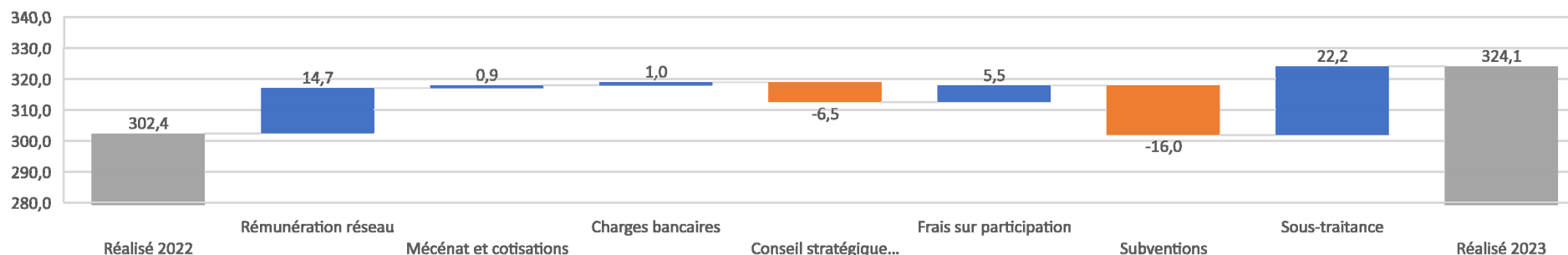


04

**Crédits d'intervention
2023**

Evolution des crédits d'intervention

En M€



Les crédits d'intervention augmentent de +21,7M€ par rapport à 2022. Les hausses de la sous-traitance (+22,2M€) et de la rémunération réseau (+14,7M€) sont partiellement compensées par la baisse des subventions (-16,0M€) :

- **+22,2 M€ sur les crédits PNB sous-traitance** : +6,4 M€ concernant la cohésion territoriale, maisons France Services, projet Eau, +5,8 M€ concernant de nouvelles plateformes numériques d'intérêt général pour le logement social, data foncier, portail clients, +3,9 M€ de reclassement comptable, +2 M€ d'effet année pleine de France Connect+, +1,8 M€ de service back-office prêteur. La hausse de ces charges est partiellement remboursée ;
- **+14,7 M€ sur la rémunération réseau DGFIP** : dont +8,8 M€ d'ajustement sur exercices antérieurs (écritures comptables de CAP sur 2022 sans équivalence en 2023) et +5,7 M€ d'évolution
- **+5,4 M€ sur les frais sur participation** : principalement en matière de transition numérique +2,6 M€ et énergies renouvelables +3,1 M€ ;
- **+1 M€ sur les charges bancaires** : montée en puissance de la prestation Instant Paiement +0,4 M€, PNB Swift +0,4 M€, hausse du coût des prestations GIE Victoires Paiements +0,4 M€ ;
- **+0,9 M€ sur le mécénat et cotisations** : hausse liée au don au Maroc, suite au tremblement de terre, de 1 M€ ;
- **-6,5 M€ sur les prestations et études de conseil** : baisse de l'ingénierie territoriale pour -9,3 M€ (l'année 2022 avait été marquée par une hausse d'activité liée au plan de relance) et +1,5 M€ pour le projet Techsprint ;
- **-16,0 M€ sur les subventions** : principalement -13,2 M€ pour les enveloppes économie et cohésion sociale, développement territorial et -3,5 M€ pour BPI Quartiers entrepreneuriat pour tous.

Les crédits d'interventions réalisés (324,1€) ont été financés dans l'enveloppe budgétaire prévue (336,6 M€).

05

Synthèse financière

Synthèse financière (1/2)

CDC - CAISSE DES DEPOTS (en M€)		2022			2023			2023			Evolution		Evolution	
		Réalisé constant	Réalisé Extensions de périmètre	Réalisé Total	Budget constant	Budget Extensions de périmètre	Budget Total	Réalisé constant	Réalisé Extensions de périmètre	Réalisé Total	Réalisé constant 2023 / Budget constant 2023	Réalisé Total 2023 / Budget Total 2023	Réalisé constant 2023 / Réalisé constant 2022	Réalisé Total 2023 / Réalisé Total 2022
Fonctionnement	Frais de personnel	775,3	34,4	809,6	793,5	40,8	834,3	808,0	37,9	845,9	1,8%	1,4%	4,2%	4,5%
	Masse Salariale	728,7	32,7	761,4	743,3	38,3	781,7	756,6	36,4	793,0	1,8%	1,4%	3,8%	4,1%
	dont MS immobilisée SI				-25,6		-25,6	-28,9	-4,2	-33,1	13,1%	29,6%		
	Autres frais de personnel	46,6	1,6	48,2	50,1	2,5	52,6	51,4	1,5	53,0	2,6%	0,6%	10,4%	9,8%
	Frais de fonctionnement	275,8	7,7	283,5	334,7	11,2	345,9	325,9	9,7	335,6	-2,6%	-3,0%	18,1%	18,4%
	Système d'Information	135,4	4,8	140,2	156,2	6,7	162,9	148,9	6,4	155,3	-4,7%	-4,7%	10,0%	10,7%
	dont impact jh CDC-I				16,3		16,3	17,6		17,6	8,3%	8,3%		
	Moyens généraux	75,4	1,7	77,1	104,8	1,8	106,7	95,1	1,9	97,1	-9,3%	-9,0%	26,1%	25,9%
	Services extérieurs	37,1	1,2	38,3	49,2	2,6	51,8	53,0	1,4	54,4	7,7%	4,9%	42,9%	42,2%
	Impôts et taxes	27,9	0,0	27,9	24,4		24,4	28,8	0,0	28,8	18,0%	18,0%	3,3%	3,3%
	Total charges brutes	1 051,1	42,1	1 093,2	1 128,1	52,0	1 180,2	1 133,9	47,7	1 181,5	0,5%	0,1%	7,9%	8,1%
Investissements	Système d'information	191,6	38,8	230,4	216,2	33,3	249,5	219,1	42,6	261,7	1,3%	4,9%	14,3%	13,6%
	dont MS immobilisée SI				25,6		25,6	28,9	4,2	33,1	13,1%	29,6%		
	Assistance métier	17,8	4,8	22,6	26,1	5,5	31,6	15,5	5,3	20,8	-40,6%	-34,0%	-12,8%	-7,7%
	Immobilier et logistique	22,6		22,6	24,3		24,3	17,0		17,0	-30,4%	-30,4%	-24,8%	-24,8%
	Nouveaux immeubles	46,9		46,9	33,4		33,4	28,6		28,6	-14,3%	-14,3%	-38,9%	-38,9%
	Total investissements	278,9	43,6	322,5	300,0	38,8	338,8	280,2	47,9	328,1	-6,6%	-3,2%	0,5%	1,8%

Synthèse financière (2/2)

CDC - CAISSE DES DEPOTS (en M€)	2022			2023			2023			Evolution		Evolution	
	Réalisé constant	Réalisé Extensions de périmètre	Réalisé Total	Budget constant	Budget Extensions de périmètre	Budget Total	Réalisé constant	Réalisé Extensions de périmètre	Réalisé Total	Réalisé constant 2023 / Budget constant 2023	Réalisé Total 2023 / Budget Total 2023	Réalisé constant 2023 / Réalisé constant 2022	Réalisé Total 2023 / Réalisé Total 2022
Rémunération réseau	22,1		22,1	34,0		34,0	36,8		36,8	8,3%	8,3%	66,5%	66,5%
Mécénat et cotisation	11,4	0,1	11,4	11,6	0,0	11,7	12,2	0,1	12,3	5,1%	5,2%	7,8%	7,9%
Charges PNB bancaires	14,8		14,8	16,9		16,9	15,8		15,8	-6,4%	-6,4%	7,0%	7,0%
Prestations et études de conseil stratégique, financier et juridique	45,1	1,0	46,1	53,4	1,1	54,5	38,4	1,2	39,6	-28,0%	-27,4%	-14,8%	-14,2%
Frais sur participation et projets d'investissement	21,2		21,2	37,9		37,9	26,6		26,6	-29,7%	-29,7%	25,7%	25,7%
Subventions	149,7	0,0	149,8	141,3		141,3	133,7	0,1	133,7	-5,4%	-5,3%	-10,7%	-10,7%
Crédits d'intervention portés sur PNB Soustraction	35,4	1,6	37,0	39,8	0,6	40,4	55,2	4,0	59,2	38,7%	46,5%	56,1%	59,9%
Total dépenses sur crédits d'intervention	299,6	2,7	302,4	334,8	1,7	336,6	318,8	5,2	324,1	-4,8%	-3,7%	6,4%	7,2%
Remboursement sur PNB	-26,3		-26,3	-26,0	-2,0	-28,0	-27,3	-0,2	-27,6	4,9%	-1,7%	4,0%	4,9%
Total crédits d'intervention	273,3	2,7	276,1	308,8	-0,3	308,5	291,5	5,0	296,5	-5,6%	-3,9%	6,6%	7,4%



06

Annexes

Exécution budgétaire 2023

CDC - CAISSE DES DEPOTS (en M€)		Taux d'exécution 2022	Taux d'exécution 2023
Fonctionnement	Frais de personnel	100,8%	101,4%
	Masse Salariale	101,0%	101,4%
	Autres frais de personnel	97,6%	100,6%
	Frais de fonctionnement	95,9%	97,0%
	Système d'Information	97,4%	95,3%
	Moyens généraux	94,5%	91,0%
	Services extérieurs	83,8%	104,9%
	Impôts et taxes	114,6%	118,0%
	Total charges brutes	99,5%	100,1%
Investissements	Système d'information	104,3%	104,9%
	Assistance métier	78,6%	66,0%
	Immobilier et logistique	76,8%	69,6%
	Nouveaux immeubles	89,3%	85,7%
	Total investissements	97,3%	96,8%
	Total crédits d'intervention	94,4%	96,1%

Détail des extensions

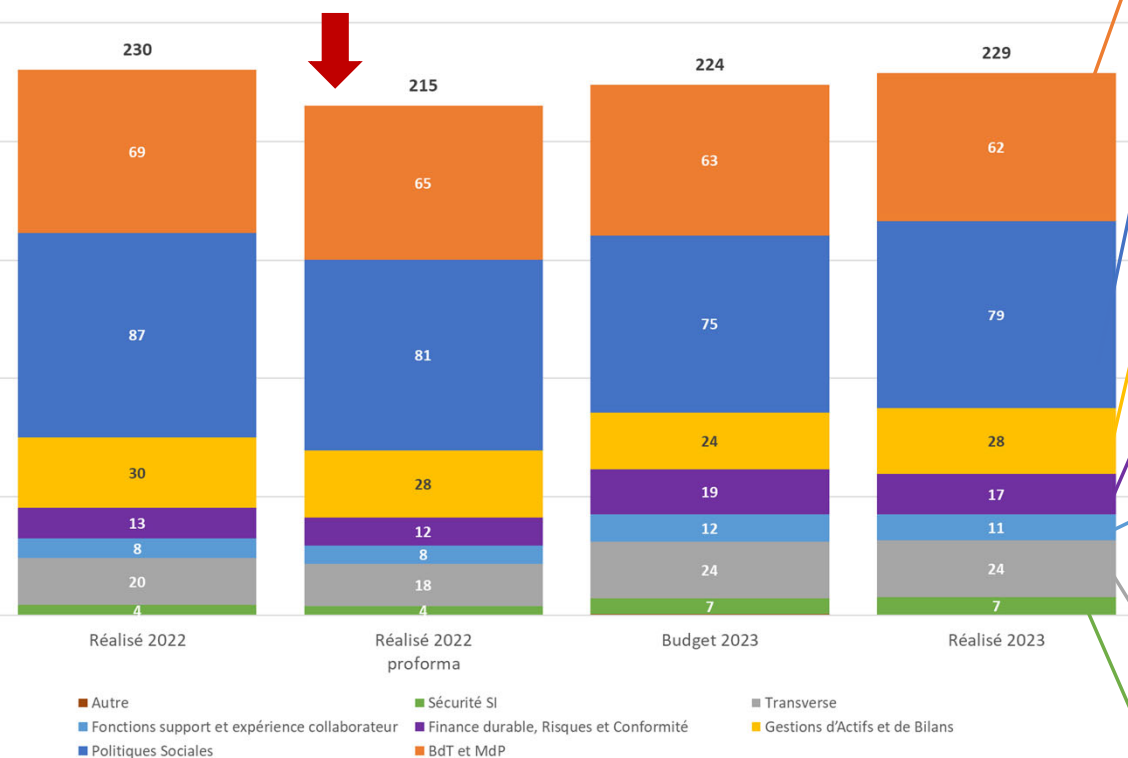
		(en M€)											
		Réalisé 2022							Réalisé 2023				
Nom	Description	Horizon périmètre constant	Enjeux économiques	Charges brutes	Investissement	Crédits d'intervention	ETPT	Charges brutes	Investissement	Crédits d'intervention	ETPT		
Intérêt général remboursé	Conseillers numériques	Mandat opéré par la CDC dans le cadre du plan de relance.	Extension lancée en 2021	Dépenses remboursées, effet neutre pour la CDC.	0,9			1,0					
	Mon compte formation	Initialement projet CPA, devenu CPF et maintenant complété du volet Formation professionnelle, qui poursuit sa montée en charge en 2022.	Montée en charge poursuivie en 2022	Dépenses remboursées, effet neutre pour la CDC.	26,6	34,0	2,6	195	28,6	38,6	5,1	211	
	Projet Handicap	Permet le déploiement pour le compte de l'Etat, d'une plateforme regroupant en un même lieu l'information et une première orientation des personnes handicapées et de leurs employeurs, actuels ou potentiels, sur les champs de la formation professionnelle et de l'emploi.	Le programme est en phase de développement en 2022	Dépenses remboursées.	1,9	0,8	0,1	11	1,9	1,5	0,1	11	
	Modernisation des régimes de retraites publics	Regroupement de plusieurs projets faisant partie intégrante de la réforme des retraites : - Mise en œuvre de la plateforme employeurs « PEPS » - Mise en œuvre du partenariat SRE/DRS - Nouveaux mandats (CESE ; CETU ; Avantages et prestations pré retraites CANSSM ;.....) - Etudes actuariat liées à la réforme.	Extension lancée en 2020	Les dépenses engagées ont vocation à être remboursées soit par les fonds existants soit par les nouveaux. Chacun des projets envisagés ayant sa propre logique (notamment SRE), les arbitrages à venir sur la réforme des retraites ne sont pas destinés à les remettre en cause.	6,4	8,8	0,0	43	6,6	7,9	0,0	47	
	PIA3	Mandat opéré par la CDC pour le compte du secrétariat général pour l'investissement	2024	Dépenses remboursées. Rôle complémentaire des missions propres.	4,2			35	4,4			33	
	PIA4	Mandat opéré par la CDC pour le compte du secrétariat général pour l'investissement	Extension lancée en 2021	Dépenses remboursées. Rôle complémentaire des missions propres.	2,1			3	5,1			14	
					42,1	43,6	2,7	287	47,7	47,9	5,2	315	

Améliorer la performance de la fonction SI

Appuyer le développement des métiers grâce à une filière SI agile

Evolution des dépenses externes d'investissements SI 2022 - 2023 par domaine SI
(Dépenses externes en M€)

Baisse du prix
du j.h MOE



Baisse des investissements informatiques du domaine BdT et MdP de -2,9 M€ en 2023 vs 2022 proforma notamment au titre, d'une part, du programme Gestion des prêts (Fidelio) (-2,5 M€), d'autre part, de la plateforme BdT (-2 M€), du projet PEPITE (-1,5 M€), et enfin des Consignations (-1,3 M€). Compensée par le développement des projets pour servir la stratégie Data, en particulier la construction du DataLake et DataHub BdT (+0,6 M€), l'industrialisation des cas d'usage BdT (+1,1 M€), le projet de refonte de l'instruction prêteur (+0,7 M€), la connaissance client et territoire (+1,1 M€), pour l'agilité à l'échelle (accompagnement gestion en mode produit (+1,3 M€)).

Baisse des investissements informatiques des politiques sociales de -1,4 M€ en 2023 vs 2022 proforma, avec la poursuite de la stratégie plateforme avec Mon Compte Formation (+3,6 M€) (dont +0,4 M€ au titre de la taxe d'apprentissage), de la refonte SI Recouvrement (+1,3 M€) et enfin, du projet Hermès (+1,5 M€) compensée par une forte baisse sur les retraites (MAREP (-1,2 M€), la refonte SU7 (-1,4 M€), RGCU (-1,4 M€), la mutualisation CDC-SRE (-0,8 M€), le projet IER (-1,4 M€)) et sur le Handicap (-1 M€). Enfin, maintien des efforts, dans la durée pour résorber la dette SI et accent mis sur les projets Data et IA (+1,9 M€).

Stabilisation des investissements informatiques du domaine SI Gestion d'Actifs et de Bilans de -0,7 M€ en 2023 vs 2022 proforma, marquée par la fin du programme SIGMA : -1,6 M€ au titre de SIGMA avec notamment -4,6 M€ vs 2022 proforma sur le programme SIGMA qui illustre la fin du programme, -2,7 M€ sur le projet stabilisation SIGMA (taskforce comptable), compensée notamment par +1,2 M€ pour l'industrialisation SIGMA et +2,4 M€ pour la montée de version. De plus, hausse de +0,3 M€ au titre de la Gestion ALM et +0,3 M€ pour le projet de téléphonie de marché (remplacement Etrali). Et enfin, poursuite des efforts, dans la durée, pour résorber la dette SI.

Forte augmentation des investissements informatiques sur le domaine Finance durable, Risques et Conformité de +5,1 M€ vs 2022 proforma, essentiellement due d'une part, à la poursuite du SD des SI Comptabilité et Risques à hauteur de +1,2 (dont +2,5 M€ au titre des sujets réglementaires (Taxonomie et ALMM), compensé par une baisse de -1 M€ sur le SD Risques), d'autre part, aux sujets conformité et contrôle permanent (+1 M€ dont +0,5 M€ pour le projet Internalisation filtrage unitaire) et enfin au lancement du projet BEE (Budget efficaces ensemble) (+0,7 M€)

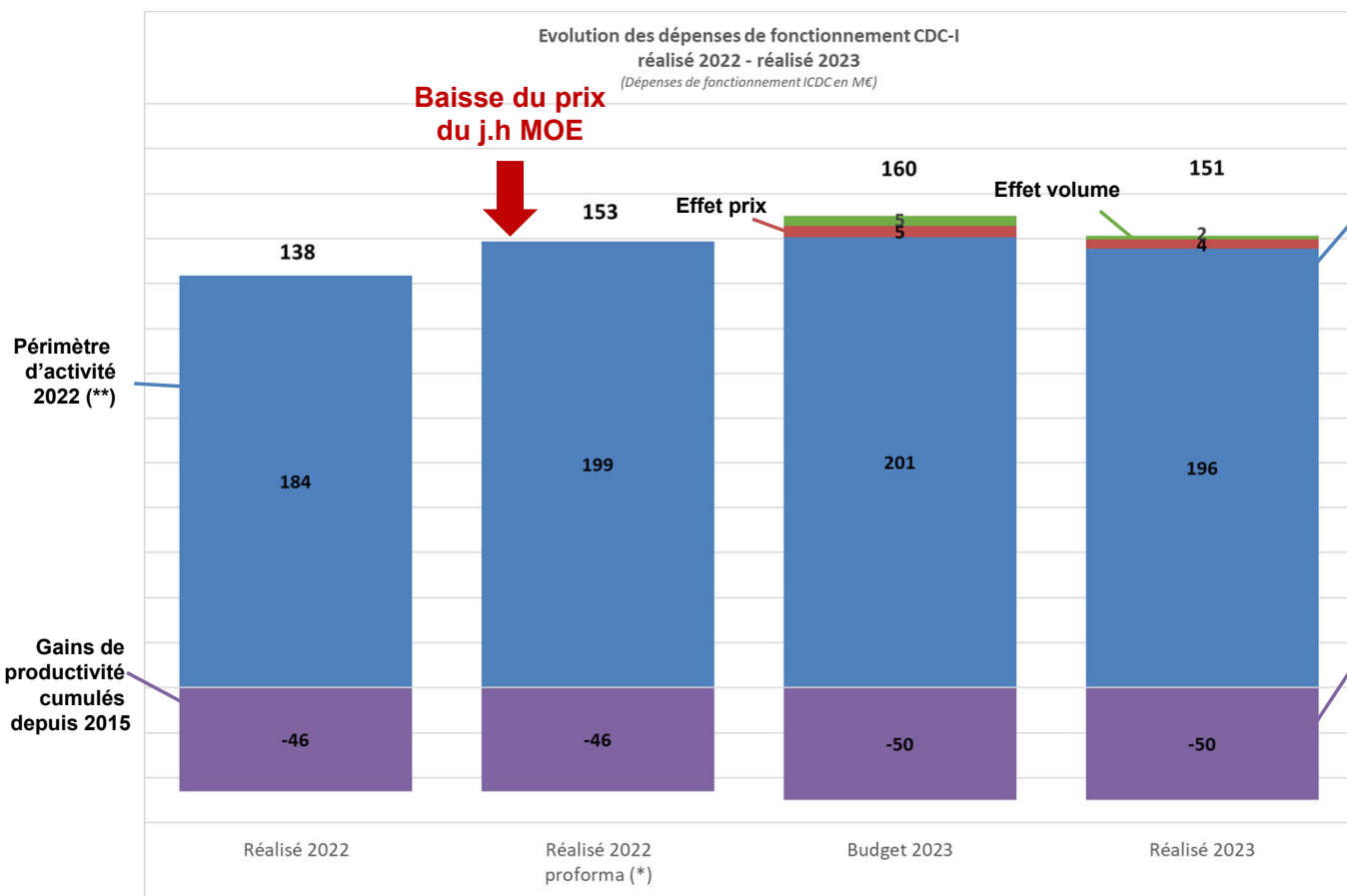
Hausse de +3,3 M€ vs 2022 proforma des investissements informatiques Fonctions support et expérience collaborateur, majoritairement due à la poursuite du schéma directeur RH à hauteur de +1,3 M€ (dont +0,8 M€ pour Talentsoft), des sujets Data (+0,4 M€ sur la Data Collaborateur), du projet NEXT (+0,4 M€) et du PUPA (+0,6 M€).

Forte augmentation des investissements informatiques Transverses de +6,1 M€ en 2023 vs 2022 proforma avec la poursuite d'une part, du développement du socle Data (+0,7 M€) afin de répondre à l'orientation data-Driven de la CDC, d'autre part, de l'automatisation des processus (+0,3 M€), puis du développement de l'usage du socle eDoc (+0,9 M€), et enfin, du projet migration Datacenter d'Arcueil (Coriolis) lancé en 2022 (+1,4 M€), générant des gains économiques. A noter le lancement des travaux de la migration BO avec mise en place d'un centre de compétences visant à accompagner les métiers (+1,4 M€).

Dans un contexte accru de cyberattaques, accent significatif mis sur la Cybersécurité à hauteur de +3,7 M€ vs 2022 proforma, notamment sur la surveillance, la cyber-résilience, la gestion des incidents et l'environnement de nos utilisateurs, afin de garantir la protection du SI et de ses données.

Améliorer la performance de la fonction SI

Poursuite des efforts sur la maîtrise du coût de fonctionnement de la fonction SI en dépit de l'élargissement du patrimoine et des effets de la « progicalisation » et de la data.



Dépenses de fonctionnement de 151 M€ qui permettent de répondre :

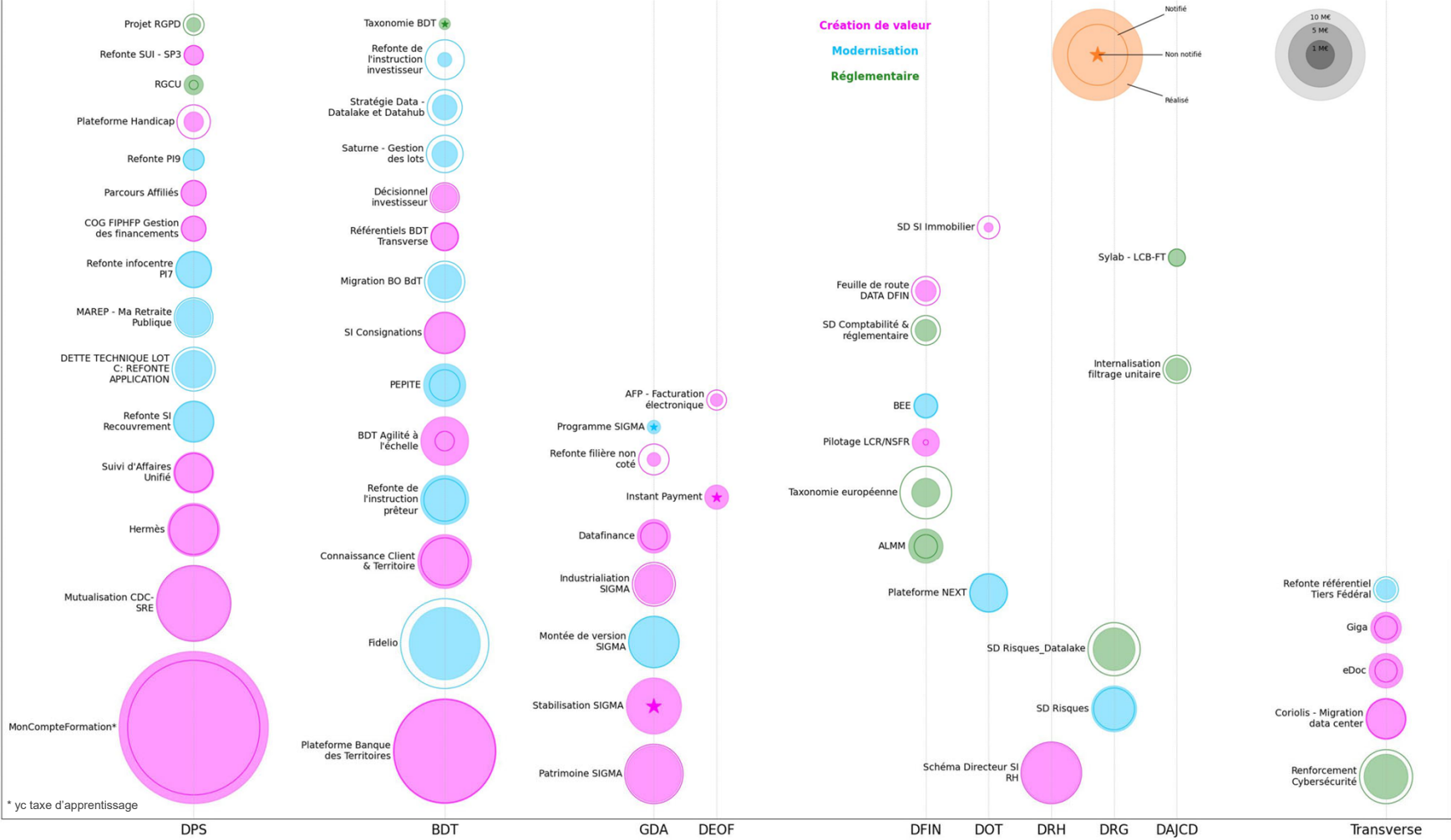
- Aux enjeux stratégiques des métiers (schéma directeur SI DPS, SI Pilotage Finance & Risques par exemple), SI RH)
- Aux enjeux transversaux (stratégie plateforme, stratégie socle par exemple) avec en particulier une orientation « SaaS First » pour profiter des standards de marché, garantir l'excellence opérationnelle, accélérer le « time-to-market » et mettre à profit l'innovation.
- A la résorption de la dette technique
- Aux enjeux extra-financiers (nouvelle taxonomie européenne)

A noter par ailleurs une **baisse des dépenses des fonctionnements sur le périmètre constant** majoritairement due à l'impact, non pérenne, lié à une augmentation exceptionnelle des remises fournisseurs 2023 (RFA).

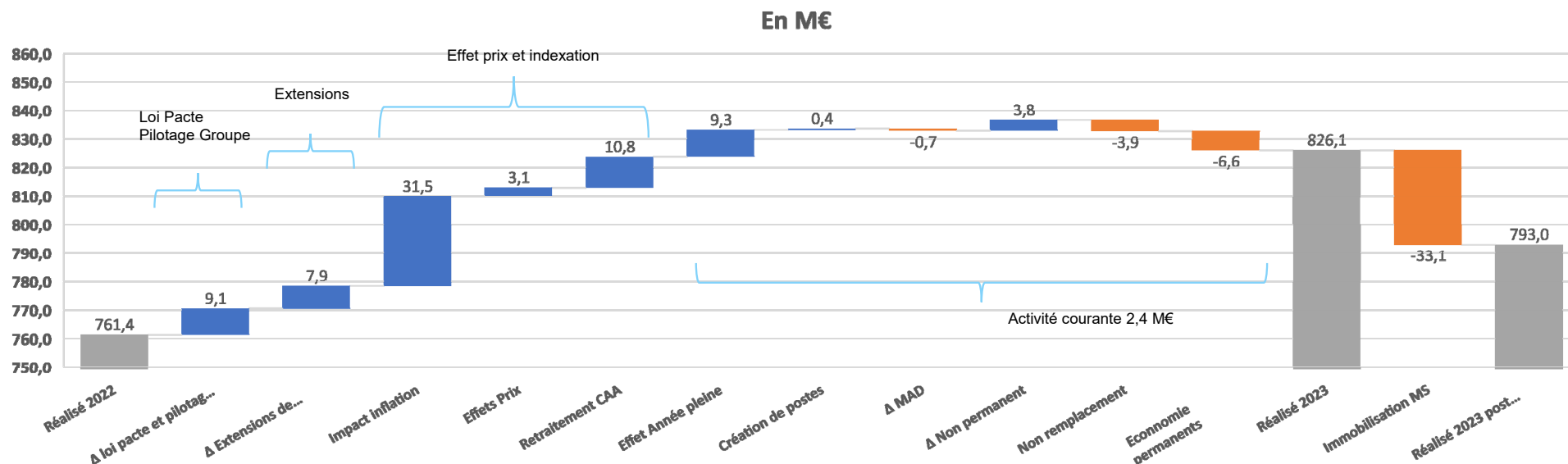
Réduction des dépenses tendancielles de fonctionnement ICDC (Plan de Performance Opérationnelle – PPO CDC-I) :

- Gains PPO CDC-I estimés à -3,6 M€ sur la période 2022-2023 (-49,6 M€ cumulés de 2015 à 2023) notamment grâce d'une part, à l'effet Make or Buy (-1,4 M€), d'autre part au décommissionnement de la surveillance des infrastructures ICDC (-0,4 M€), à l'optimisation du PdT fixe (-0,4 M€ dû à l'omnicanalité), autres décommissionnements et renégociations divers (-0,5 M€) et enfin au gain sur les fonctions supports (évalué à -0,4 M€),.
- Les gains PPO de -3,6 M€ entre 2022 et 2023 permettent d'absorber l'effet prix de +4 M€ dû à l'effet inflation d'une part, sur la MS ICDC et d'autre part, sur les coûts d'achats CDC-I, mais pas l'effet volume (+2 M€) généré par les augmentations de périmètre des systèmes d'information (yc le développement des usages SaaS)

L'essentiel du portefeuille d'investissements SI réalisé en 2023 concerne la poursuite d'actions déjà lancées.



Evolution de la masse salariale



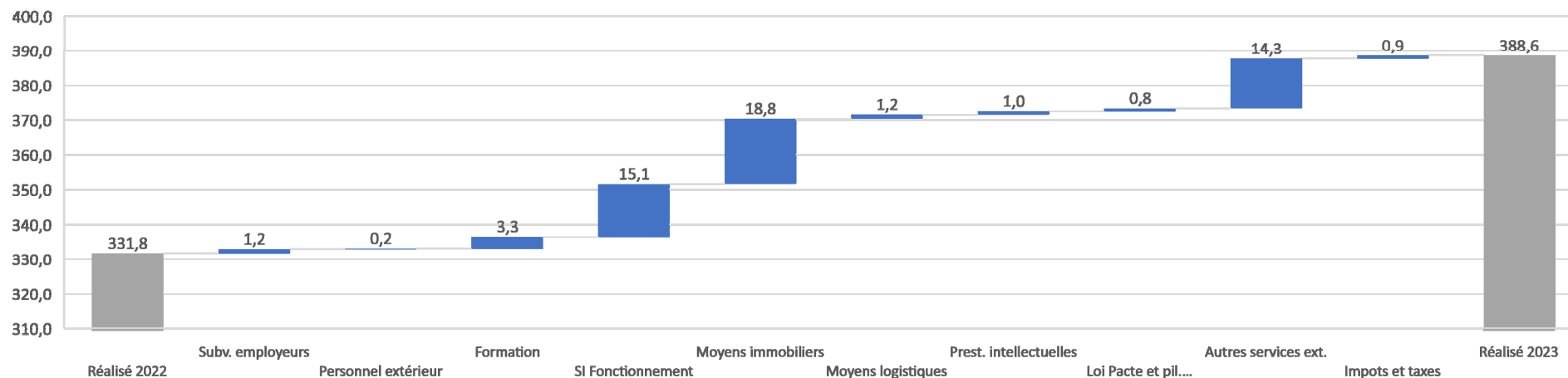
La masse salariale est en hausse de **+64,7 M€**, soit de **+8,5%** :

- 9,1 M€ concernent les nouveaux moyens liés à la loi Pacte et au Pilotage Groupe
- 7,9 M€ concernent les extensions de périmètre remboursables
- 47,7 M€ pour l'activité courante :
 - Dont 45,4 M€ pour les effets prix et indexation.
 - Et 2,4 M€ pour les autres effets

La masse salariale immobilisée s'élève à **33,1 M€** pour une masse salariale de fonctionnement à **793 M€**.

Evolution des autres dépenses

En M€



Les autres dépenses augmentent de +56,8 M€, les principales évolutions concernent :

- +1,2 M€ de subventions employeurs (+0,9 M€ pour les subventions complémentaire santé prévoyance et les subventions COSOG)
- +0,2 M€ de personnel extérieur (forums de recrutement pour donner de la visibilité à la CDC, lancement de prestations de recrutement de neuf cadres de direction)
- +3,3 M€ de formation (couts d'ingénierie des différentes écoles, les frais pédagogiques de l'apprentissage, augmentations des formations obligatoires)
- +15,1 M€ de fonctionnement SI (+17,6 M€ d'impact jour homme CDC-I)
- +18,8 M€ de moyens immobiliers dont +13,0 M€ de charges locatives de CDCII (sites d'Austerlitz 1 & 2) et +3,9 M€ de fluides.
- +1,2 M€ de moyens logistiques (déplacements professionnels, des évènements internes et des relations externes tels que les salons, verdissage du parc automobile)
- +1,8 M€ de prestations intellectuelles (dont loi Pacte et pilotage groupe +0,8 M€)
- +14,3 M€ d'autres services extérieurs : JOP 2024 +7,7 M€, CICAS +1,8 M€ (effet volume), sécurité +1,6 M€ (dispositif vigipirate, effet volume et prix), centralisation des correspondants informatiques +0,7 M€, AID +0,5 M€
- +0,9 M€ liés à la C3S (+2,1 M€ au titre des revenus supplémentaires) et taxes (-1,0 M€ reclassement des taxes foncières en taxes locatives)

Glossaire

- AD : Autres dépenses
- AID : Aide Individuelle Dédiee (support informatique de proximité dédié sur-mesure)
- ALM : Asset and liability management (gestion actif passif)
- C3S : Contribution sociale de solidarité des sociétés
- CAA : Cessation anticipée d'activité
- CAP : Charges à payer
- CICAS : Centres d'Information de conseil et d'accueil des Salariés
- CLD : Congés de longue durée
- CLM : Congés de longue maladie
- COSOG : Activités sociales et culturelles exercées au bénéfice d'ouvrants droit CDC
- DGFIP : Direction générale des finances publiques
- Effets AP : Effets Année Pleine
- EP : Etablissement public
- ETPT : Equivalent temps plein travaillé
- GVT : Glissement vieillissement technicité
- IFC : Indemnité de fin de carrière
- Int. : Intéressement
- JOP : Jeux olympiques et paralympiques
- MdP : Moyens de Paiements
- MSG : Mission sociale groupe
- PNB : Produit net Bancaire
- PPO : Plan de Performance Opérationnelle
- PPV : Prime de partage de la valeur
- QVT : Qualité de Vie au travail
- RCIA : Rupture conventionnelle individuelle accompagnée
- RCC : Rupture conventionnelle collective
- Saas : Software as a Service (« logiciel en tant que service »)
- SRE : Service des retraites de l'Etat
- PIA : Programme d'investissements d'Avenir
- PUPA : Plan d'urgence et de poursuite de l'activité
- USAC : Union sportive artistique culturelle

[🐦](#) | [in](#) | [📺](#) | [f](#)